

La CVR encourage les Burundais à "accepter d'affronter leur douloureux passé"

@rib News, 07/08/2018 – Source Xinhua La Commission pour la vérité et la réconciliation encourage les Burundais à "accepter d'affronter leur douloureux passé pour se réconcilier" Le président de la Commission pour la vérité et la réconciliation (CVR) Mgr Jean-Louis Nahimana (photo) a encouragé mardi les Burundais à "accepter d'affronter leur douloureux passé pour se réconcilier".

M. Nahimana a tenu ces propos lors d'une interview accordée à Xinhua en marge des travaux d'une conférence sur la "gestion des mémoires blessées pour la réconciliation au Burundi" à laquelle ont été conviés deux experts internationaux belges sur les questions de justice transitionnelle. Prévues par l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi (AAPRB) d'août 2000 et dotée d'un mandat de 4 ans, la CVR burundaise a "la lourde tâche de faire toute la lumière sur les violations graves de droits humains" commis au Burundi depuis le 1er juillet 1962 (date de l'indépendance) jusqu'au 4 décembre 2008, date supposée être la fin de belligérance armée. Le 22 mars dernier lors d'un bilan "d'étape" sur les atrocités commises dans le pays pendant cette période de 46 ans, la CVR avait déjà inventorié "plus de 50 000 personnes assassinées, plus de 9 300 présumés auteurs de tueries et plus de 2 600 fosses communes" où ont été jetés des citoyens burundais, victimes de la "barbarie humaine" d'alors. M. Nahimana a souligné qu'au moment où la CVR s'apprête à proposer au gouvernement un programme d'actions visant la réconciliation dans le pays, elle fait face depuis deux ans, à une "problématique de gestion des mémoires blessées" au Burundi. "En effet, au cours de notre déploiement sur l'ensemble du territoire burundais pour recueillir les dépositions des victimes et témoins de différentes atrocités commises au Burundi, le constat a été que tout ce passé douloureux, qui pèse encore sur la conscience des Burundais, a laissé beaucoup de séquelles sous forme de graves blessures dans les cœurs des victimes, qui sont encore, chez certaines, difficiles à guérir", a-t-il dit. S'appuyant sur les avis des experts en matière de justice transitionnelle, le président de la CVR a laissé entendre que "tant qu'un peuple blessé n'accepte pas d'affronter son passé douloureux qui ne passe pas", il ne peut pas se réconcilier. "C'est donc un vaste chantier de réflexion sur les voies et moyens de la réconciliation dans un pays comme le Burundi qui a beaucoup souffert, pour éviter que les blessures ou mémoires douloureuses portées par certains Burundais et qui déterminent leurs manières de penser et d'agir sans qu'ils s'en rendent compte, ne soient des obstacles à la réconciliation interburundaise", a-t-il expliqué. Comme l'étape de recueil des dépositions des victimes et témoins est déjà terminée, a-t-il annoncé par ailleurs, la CVR prépare pour le moment la prochaine étape des "auditions publiques" au cours desquelles seront présentées les résultats recueillis sur le terrain. Toutefois, a-t-il fait remarquer, avant d'enclencher une confrontation des "victimes et présumés auteurs", la CVR va d'abord "déblayer le terrain" à travers une bonne communication et en y allant progressivement. "L'enjeu majeur ici est de préparer les cœurs des Burundais à la réconciliation sans toutefois rouvrir les blessures du passé traumatique. La prise des précautions qui s'imposent dans l'organisation des auditions publiques, doit donc être de mise pour éviter que celles-ci ne produisent des effets négatifs. En effet, mal préparées, ces auditions, au lieu de recouvre le tissu social qui a été déchiré, le risque serait grand de rouvrir plutôt les blessures et les rancœurs enfouis dans les cœurs des gens", a-t-il poursuivi. La CVR annoncera au moment opportun son appréciation "si vraiment le peuple burundais est prêt à écouter ces audiences publiques", a affirmé le président de la CVR. Il s'est déclaré confiant sur la réussite de la mission de réconciliation assignée à la CVR en soulignant que la bonne gestion des mémoires blessées est une contribution de taille à la résolution des diverses crises burundaises. "En effet, le passé douloureux qui pèse sur beaucoup de consciences, est à l'origine de certaines crises nationales, qui, souvent, s'en lisent au fil des années. Car, les erreurs qui ont été longtemps commises au Burundi, c'est que l'on a cherché à soigner des crises ponctuelles, mais sans tenir compte des racines profondes du problème burundais", a-t-il martelé.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});